



**EchoGéo**  
Sur le Vif | 2008

---

# La préparation et le passage du recensement du Soudan 2008

Se compter entre guerre et paix

Eric Denis et Julien Dupuy

---



## Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5963>

DOI : [10.4000/echogeo.5963](https://doi.org/10.4000/echogeo.5963)

ISSN : 1963-1197

## Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

## Référence électronique

Eric Denis et Julien Dupuy, « La préparation et le passage du recensement du Soudan 2008 », *EchoGéo* [En ligne], Sur le Vif, mis en ligne le 27 juin 2008, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/5963> ; DOI : [10.4000/echogeo.5963](https://doi.org/10.4000/echogeo.5963)

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.



EchoGéo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International

---

# *La préparation et le passage du recensement du Soudan 2008*

Se compter entre guerre et paix

Eric Denis et Julien Dupuy

---

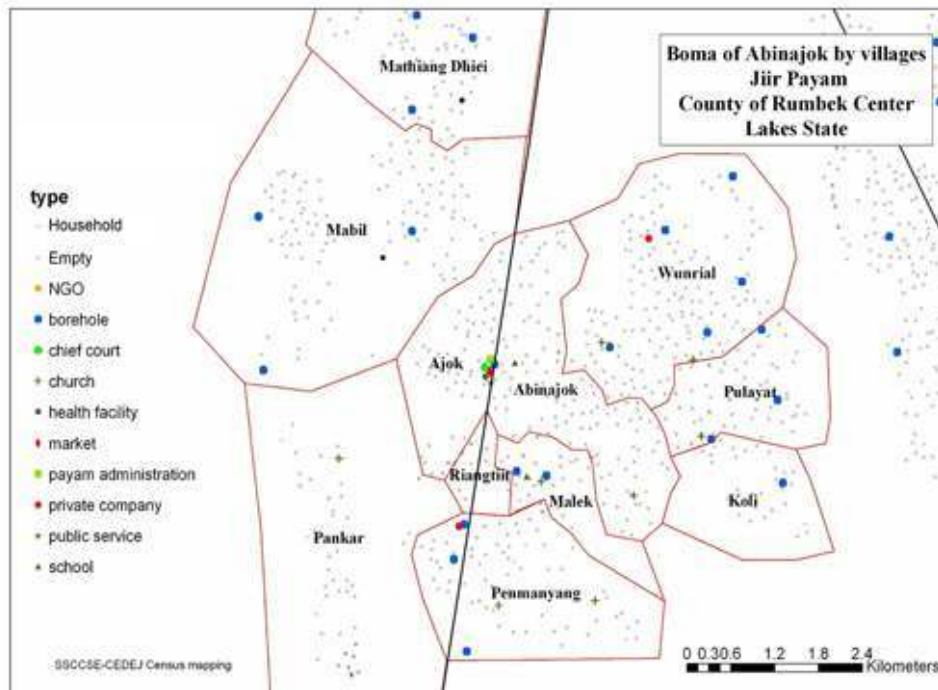
## Introduction

- 1 Les opérations de passage du questionnaire du cinquième recensement de la population du Soudan, initialement prévues en novembre 2007, devaient enfin avoir lieu entre le 15 et le 30 avril 2008 avec la nuit du 14 au 15 avril comme date de référence – le 15 avait été donné comme congé national avec interdiction des déplacements entre les villes.
- 2 Le dernier recensement ayant couvert l'ensemble du Soudan date de 1983. Celui de 1993 n'avait concerné que le Nord et celui de 2003 a avorté, la guerre n'ayant pas encore cessé.
- 3 Le 12 avril 2008, un nouveau coup a été porté au recensement par le Ministre de l'Information du Sud Soudan : il a annoncé un retrait unilatéral du recensement en contradiction totale avec l'invitation à la participation populaire lancée le jour précédent par le président du Sud Soudan et vice-président du Soudan, le général Salva Kiir. Pour le moins, un profond désaccord s'est fait jour entre Nord et Sud et au sein même du gouvernement du Sud.
- 4 Après d'âpres négociations, l'énumération sur un territoire de 2,5 millions de km<sup>2</sup>, soit un dixième du continent africain avec une population estimée à 38 millions, a pu finalement être lancée à partir du 22 avril et continuer jusqu'au 6 mai. 55 000 énumérateurs se sont déployés.
- 5 Néanmoins, après cette nouvelle polémique, la crédibilité de l'opération est sérieusement compromise. Or elle a été conçue comme une pièce fondatrice des accords de paix dans lequel Nord et Sud se sont engagés depuis le cessez-le-feu fin 2003. Les accords de Naivasha signés le 9 janvier 2005 ont mis un terme à l'une des plus longues guerres civiles du monde avec celle qui agite la Colombie depuis 1948 – deux pays qui partagent aussi le

triste record du nombre de déplacés. Amorcée quelques mois avant l'indépendance du Soudan en 1956, la guerre n'a connu qu'une trêve de 1972 à 1983 (cf. Johnson, 2002).

- 6 De 2004 à 2006 soutenus par la Délégation européenne au Soudan et en coordination avec des collègues de l'US Bureau of Census et le FNUAP, nous avons participé à la planification méthodologique de la préparation géographique du recensement au Sud Soudan. Durant deux ans, nous avons eu la chance de pouvoir parcourir l'un des territoires les plus mal documentés du monde<sup>1</sup> pour y conduire des travaux de mise à jour sur la distribution du peuplement.
- 7 Cette expérience inédite d'accompagnement de la naissance de l'administration statistique d'un nouvel État débuta, au Kenya, avec les négociations techniques organisées par la *Joint Assessment Mission* des Nations Unies entre les cadres du *Central Bureau of Statistics* de Khartoum et les ex-officiers de renseignement du mouvement rebelle qui animaient le *New Sudan Centre for Statistics and Evaluation* basé à Rumbek, bastion de la rébellion sur les marges sud-ouest des immenses plaines inondables et marais qui composent le cœur du Sud Soudan, le Sud en particulier. Les troupes nord soudanaises n'avaient pas encore restitué Juba, bastion isolé tenu au prix d'un pont aérien. L'administration sud soudanaise ne s'y installa qu'à la fin 2005. Organisées dans l'ombre de la finalisation politique des accords de paix entre le Nord et le Sud, au Kenya, ces longues séances de négociation furent de celles qui doivent débiter par la mise à jour des profondes rancœurs et blessures personnelles telles qu'en grave forcément un conflit qui a fait des centaines de milliers de victimes touchant dans sa chair chaque famille, déracinant toutes les communautés, et cela, au risque des mots qui blessent et des interruptions de séance. Ensuite, nous retrouvions des techniciens en mesure de s'asseoir ensemble pour harmoniser des questionnaires, définir des méthodes communes de collecte et d'identification des communautés locales.
- 8 Au Sud, la préparation géographique était essentielle : il s'agissait de retrouver en moins de deux ans tous les habitants identifiés par communauté locale et, déjà, d'atteindre, qualifier et nommer tous les lieux habités après 23 ans d'une guerre ayant laissé un territoire en grande partie inondable, totalement exsangue, miné, sans aucune infrastructure et enclin à des conflits inter-ethniques fréquents, sans compter des conditions sanitaires déplorables (épidémies, surmortalité...).
- 9 Compte tenu des dramatiques bouleversements dus au conflit et à la disparition de la documentation cartographique issue des recensements antérieurs (1956, 1973 et 1983) comme de l'ancienneté et de la faible production d'ouvrages et articles sur la géographie du Sud, il s'est agi d'une enquête quasiment sans références préalables. Nous devions quadriller l'ensemble du territoire, identifier, décrypter et positionner toutes les formes localisées de regroupement communautaire. De plus, les sources cartographiques peu précises, au 1/100 000<sup>e</sup> datent de l'administration anglaise alors que l'encadrement administratif, mal établi, n'est toujours pas en accord avec les chefferies « traditionnelles ». Or la cartographie d'un recensement se joue autour d'une couverture exhaustive des zones habitées avec des croquis détaillés et à jour au 1/5 000<sup>e</sup> et des cartes de supervision au 1/25 000<sup>e</sup>2. Sans cette couverture de base composée de l'assemblage exhaustif des *enumerations areas* regroupant chacun de 100 à 150 familles selon la dispersion du peuplement donc en mesure d'être énumérées par un agent recenseur dans un délais réduit, il n'est pas possible de conduire un recensement crédible.

Carte 1 - Délimitation des localités à partir des données GPS collectées à l'échelle des enclos familiaux – tukuls – lors des enquêtes tests de la préparation géographique – janvier 2005



- 10 Au Nord, l'entreprise de cartographie est plus rodée et le territoire clairement administré et balisé. Restait, toutefois, l'épineuse question du recensement du Darfour.
- 11 Bien sûr, il n'est pas question dans ce papier d'actualité de préciser ce que révèle ce travail de préparation méthodologique de l'enquête géographique de terrain quant à l'articulation entre les structures de peuplement et l'organisation politique et ethnique au Sud Soudan. Se pose notamment la question de l'affirmation, au travers du recensement, de frontières administratives fixes qui ne sont pas en adéquation avec les pratiques pastorales. Nous y reviendrons après la publication officielle des premiers résultats.
- 12 Simplement, nous souhaitons ici vous faire partager les enjeux majeurs et les limites de cette gigantesque entreprise censitaire. Ils sont en effet très révélateurs de la situation au Soudan aujourd'hui. Un Soudan en prise avec de multiples conflits et contradictions politiques internes dont la crise du Darfour n'est que la dimension la plus médiatisée. Le recensement conduit à interroger le poids démographique du Sud par rapport aux autres régions périphériques du Soudan où se manifestent des mouvements rebelles réclamant un partage plus juste des revenus fédéraux, au Darfour mais aussi à l'Est, voire à l'extrême Nord. Nous montrerons, aussi, en quoi la conduite d'un recensement au Sud Soudan, région difficile d'accès et bouleversée par 25 ans de guerre, est une opération prématurée et trop politisée pour en attendre des résultats fiables. Les difficultés à conduire ce recensement donnent enfin à voir la fragile unité de cette mosaïque pluri-ethnique agitée de violences incessantes trop souvent attisées par des intérêts nordistes et pétroliers.

## Les enjeux : poids démographiques des régions marginales et partage des richesses

- 13 Pour la première fois depuis 1983, le Soudan vient donc d'être recensé dans sa totalité. En 1993, alors que la guerre entre le Sud et le Nord faisait rage, seul le Nord Soudan avait été compté avec un appui discret du FNUAP. Déjà, l'opération censitaire de 1983 fut imparfaite. La guerre ayant repris dans certaine région du Sud, les populations avaient fui leur village pour se réfugier dans des régions inaccessibles. Auparavant, il y avait eu un recensement très correct en 1973 et, surtout, une opération considérée comme exemplaire pour toute l'Afrique, le recensement de 1956 qui accompagna l'indépendance du Soudan (cf. Barbour, 1956).
- 14 Le présent recensement est aussi fondateur d'une nouvelle configuration politique – d'une proto-autonomie dans un État fédéral et peut-être même d'une indépendance imminente. C'est même ce qui en fait un enjeu politique majeur qui dépasse ce qu'il devrait simplement être, une gigantesque opération technique forte d'une logistique permettant de déployer, le même jour et en tout lieu, 55 000 agents recenseurs afin de dresser un bilan démographique précis et exhaustif au service du développement. Il accompagne la naissance du Sud Soudan comme entité politique reconnue par la communauté internationale. Non pas comme État indépendant mais selon le principe inédit et transitoire « un État, deux systèmes » – le Nord et le Sud ; deux systèmes juridiques, deux comptabilités et, de part et d'autre, un fédéralisme qui décline les constitutions et les structures politiques, les ministères et les administrations jusqu'au niveau des 26 régions. Le tout chapeauté par un gouvernement transitoire dit d'Unité Nationale dans lequel Nord et Sud se partagent de façon proportionnelle les postes et les revenus, les taxes mais surtout les revenus du pétrole (500 000 barils jours entièrement extraits au Sud Soudan). Deux régions spéciales sont dirigées directement par la présidence du Soudan : Abyei et les Monts Nouba. Elles sont situées sur la frontière au tracé toujours contesté entre le Nord et le Sud. Il faut y ajouter une troisième région au statut spécial, celle du Nil Bleu, dont le sud est entièrement acquis au Mouvement populaire pour la libération du Soudan (MPLS). Son gouverneur actuel, Malik Agar est un général et un cadre essentiel du MPLS. Cette dernière a néanmoins été considérée comme étant situé au Nord lors des accords de Naivasha et la participation de ses habitants au référendum d'autodétermination de 2011 n'a pas été clairement arrêtée.

Carte 2 - Carte de localisation avec la structure fédérale régionale du Soudan en 2008



- 15 Le recensement, avec son budget final porté à 110 millions de USD contre 72 au départ, est donc une opération primordiale. Il a été inscrit en bonne place dans le texte des accords de paix puis mentionné dans la constitution intérimaire du Sud Soudan comme dans celles des 10 États fédérés du Sud.
- 16 Il est chapeauté par deux commissions qui assurent le suivi des opérations et vérifient leur crédibilité ; une nationale, avec des représentants des gouvernements du Nord et du Sud mais aussi de l'opposition, de la société civile et des ONGs, ainsi qu'une commission internationale composée d'experts des Nations Unies et des différents pays donateurs (États-Unis, Norvège, France, Europe...), sans compter un haut comité réunissant des représentants des gouvernements du Sud et du Nord qui valide les calendriers, les décisions techniques et bientôt les résultats. Le recensement est donc loin d'être une opération classique au service de l'administration et du développement, c'est une entreprise éminemment politique, très attendue et très surveillée.
- 17 Le comptage de la population est compris comme la base incontournable du processus qui doit conduire au référendum d'autodétermination du Sud Soudan en 2011 et, avant cela, en 2009, aux élections du parlement fédéral (Majlis Watani), mais aussi aux consultations régionales et locales. Il doit servir de base commune pour établir les listes des électeurs et le nombre de sièges pour les assemblées nationales et régionales. Déjà, sur la base de ces résultats, l'attribution d'un tiers des postes dans le gouvernement d'Unité Nationale à des Sudistes, comme la répartition des revenus pétroliers à 50/50 entre Nord et Sud qui se sont imposées lors des négociations au Kenya, seront validées ou réévaluées (cf. articles 2.6.2.1 à 2.6.2.3 du Comprehensive Peace Agreement).
- 18 Or, c'est précisément la justice de cette répartition entre le Nord et le Sud que le recensement risque de remettre en cause, surtout aux yeux des rebelles du Darfour qui

ont pris les armes en février 2003, précisément quand leurs élites politiques ont compris que les accords de paix Nord-Sud allaient aboutir et sur quelle base. Il est dès lors apparu qu'il ne pouvait être question de redistribution et d'une plus grande justice qu'avec les régions périphériques qui prenaient les armes et tenaient leur territoire. L'opposition politique démocratique a suivi, comprenant qu'au terme du Comprehensive Peace Agreement il n'y aurait plus de place pour s'opposer au régime de Khartoum et à l'affirmation d'un État islamique au nord et d'un État laïque au Sud contrôlé par le MPLS au Sud.

- 19 Le 12 avril 2008, une faction gouvernementale sud soudanaise soutenue par des responsables régionaux et locaux, gouverneurs et districts commissionnaires du Sud, s'est déclarée publiquement en faveur d'une interruption immédiate des opérations de recensement. Le point crucial ayant motivé cette tentative de sabotage du recensement est finalement incidemment révélée le 14 avril par le porte parole du gouvernement du Sud lorsque, dans un communiqué, il explique que, si le recensement se déroule à présent, il ne dénombrera qu'à peine 5 millions de personnes au Sud : « fewer than five millions people in the south would be counted ». Or la répartition du pouvoir et des richesses à Naivasha a été négociée sur la base de 12 millions de Sudistes et 24 millions de Nordistes !
- 20 Le Dr. Luka Deng Biong, l'un des rédacteurs majeurs de ces accords qui a été ensuite, jusqu'en février 2006, directeur du bureau statistique du Sud Soudan mais aussi trésorier du MPLS avant de devenir ministre des affaires présidentielles, a su imposer cette estimation avec l'appui des négociateurs anglo-saxons présents à Naivasha. Dinka Ngok originaire d'Abyei, il a un PhD de Sussex University en économie du développement. Il est un proche de Francis Deng, anthropologue et longtemps président du Haut Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies. C'est aussi un officier de renom et respecté qui fut en première ligne durant la guerre. Qu'il ressorte du recensement un chiffre de population plus faible et c'est tout le principe des accords qui s'effondre. Sans compter que cela sert aussi à estimer le volume de l'aide internationale en faveur du Sud Soudan.
- 21 Ce choix vient appuyer la nécessité de publier rapidement après le recensement un chiffre de population et un seul sans possibilité de réouverture des discussions sur la base notamment d'une opération de vérification post-énumération par sondage. Cela suppose aussi que le passage du questionnaire, l'énumération elle-même, soient conduits de façon exemplaire et transparente et que chacun ait été compté – que personne ne puisse avoir le sentiment d'avoir été oublié. Or, dans le meilleur des cas, le niveau de couverture ne devrait pas dépasser 85 % - une à deux personnes sur dix pourraient affirmer qu'ils n'ont jamais vu d'agent recenseur. Cela suffit à jeter un discrédit fatal sur l'opération.
- 22 Ce chiffre de 5 millions de Sudistes n'est qu'une surprise apparente, il se fait l'écho de la préparation géographique du recensement qui, après avoir couvert les 80 % du territoire sud-soudanais les plus habités en novembre 2007, n'avait rencontré qu'environ 5 millions d'habitants. Tout au plus, les Sudistes sont-ils de l'ordre de 5,5 millions présents au Sud en 2008. En effet n'étaient exclues de la couverture géographique que des zones marécageuses où circulent des pasteurs à la saison sèche, des zones minées inhabitables et les territoires des Murlé ; une ethnie de pasteurs et guerriers de l'est de la région de Jonglei qui refuse d'être dénombrée par une administration dominée par le MPLS. Ce mouvement contrôlé par les Dinka Bor, leur ennemi juré, avec qui ils sont en guerre depuis plus de 100 ans. Les Murlé ont de plus une démographie défailante et ils compensent des problèmes de sous-fécondité chronique par des raptés d'enfants.

## Photographie 1 - Habitat dispersé nord-ouest de l'État de Lakes



Source : E. Denis, 2005.

- 23 Cinq à 5,5 millions, c'est un poids démographique sur lequel tous les démographes qui se sont penchés sur les données existantes s'accordent. L'acceptation tacite des 12 millions ne s'est faite que pour assurer une négociation plus équilibrée des accords de paix. Notons encore que ceux qui revendiquent 12 millions d'habitants sont aussi ceux qui, non sans contradiction comptable, revendiquent une surmortalité au Sud de plus de 2 millions due à la guerre depuis 1983<sup>3</sup>.
- 24 Or, comme ce recensement est, comme tous les recensements modernes, de facto, il dénombre les personnes là où elles se trouvent la nuit de référence. Il ne sera donc pas possible d'ajouter au nombre des Sudistes les déplacés au Nord et les réfugiés en Ouganda, au Kenya, en Éthiopie, en RDC et au Centre Afrique. Les déplacés résidant au Nord Soudan viendront même, au contraire, renforcer le poids démographique du Nord. La polémique ne peut dès lors qu'enfler. Les élites sudistes qui n'ont pas suivi le processus technique de négociation des accords puis la préparation du recensement se sentent de plus en plus grugés. Aussi ont-ils fini par afficher une rupture au sein même du gouvernement, allant jusqu'à tenter d'interrompre le déroulement du recensement deux jours avant l'opération finale d'énumération au terme de deux années de préparation. A présent, ces mêmes responsables politiques ne se disent absolument pas tenus par les résultats qui devraient être publiés à la fin de l'année 2008 (communiqué du MPLS du 25 avril).
- 25 Ils remettent donc en cause de façon radicale l'accord technique établi dès la fin 2005 entre les protagonistes du recensement et validé par les représentants des gouvernements du Sud et du Nord. Le questionnaire ne devait comporter qu'une question permettant de distinguer Sudistes et Nordistes et aucune question relative aux ethnies, aux langues et à la religion, contrairement aux recensements soudanais de 1956 – et de



1993 pour le Nord<sup>4</sup>. En 2007, les instituts statistiques du Nord et du Sud s'accordent sur un questionnaire encore plus simplifié : La population sudiste est composée uniquement de celle qui réside au Sud. Ils optent sur les conseils du FNUAP pour le principe « *one enumeration, one number* » ; aucun plus re-comptage post-enumeration, forcément sources de polémiques et en décalage avec le principe acquis d'un recensement de facto ne sera admis.

Photographie 2 - Mugwo Payam, Etat de Central Equatoria



Source : R. Hoffman, 2005.

- 26 Le questionnaire utilisé ne compte plus de question relative à l'identité ethnique des personnes recensées, seules les questions sur le lieu de naissance et la résidence antérieure pourraient servir à réévaluer la population sudiste, mais certainement pas à la hauteur des 2 à 3 millions invoqués - cette population déplacée est jeune et donc en grande partie née après avoir quittée le Sud. Le recensement du Nord Soudan de 1993 faisait état de 270 000 Sudistes déplacés au Nord Soudan dont plus de 40 % à Khartoum. Il dénombrait 63 % de Dinka auxquels il convient d'ajouter quelques 300 000 Nouba ayant fui le Sud et l'Ouest Kordofan dont la moitié à Khartoum. Difficile donc qu'ils soient en 2008 beaucoup plus qu'un million dans la capitale. Cela représente déjà un cinquième de la population de la capitale.
- 27 Même en ajoutant 2 millions de déplacés du Sud et les quelques 400 à 500 000 personnes de la diaspora dans les pays voisins cela fait toujours un total de Sudistes inférieur à 8 millions. Or 8 millions d'habitants, c'est la population du Darfour en 2008. Le Darfour est en effet la région la plus peuplée du Soudan (cf. E. Denis, 2005).
- 28 Le recensement du Nord en 1993, confirmé par la préparation géographique de 2002, indique une croissance démographique forte du Darfour, qui vient encore légitimer les revendications des rebelles de l'Ouest pour le plus grand déplaisir des ex-rebelles du Sud

qui sont maintenant partenaires du Nord dans le gouvernement d'Unité Nationale forts d'un accord qui leur est assez favorable. Ils ne veulent donc pas voir se rouvrir des débats sur la répartition régionale des richesses et du pouvoir qui incluraient d'autres régions marginales.

Tableau 1 - La distribution régionale de la population 1956-2002

Régions	Nombre d'habitants en milliers						Répartition régionale de la population (%)						Taux annuel de variation 1955-2002
	1956	1965	1973	1983	1993	2002	1956	1965	1973	1983	1993	2002	
Nord	873	922	966	1,083	1,293	1,580	8.5	7.4	6.5	5.3	5.1	4.8	1.27
Khartoum	505	793	1,160	1,802	3,512	4,574	4.9	6.3	7.8	8.8	13.7	13.8	4.80
Centre	2,070	2,583	3,113	4,013	5,433	7,167	20.2	20.7	20.9	19.5	21.2	21.6	2.68
Est	941	1,238	1,559	2,208	3,067	3,670	9.2	9.9	10.5	10.7	12.0	11.1	2.94
Kordofan	1,762	1,996	2,217	3,093	3,323	3,772	17.2	16.0	14.9	15.0	13.0	11.4	1.63
Darfour	1,329	1,735	2,173	3,093	4,638	7,405	13.0	13.9	14.6	15.0	18.1	22.3	3.72
Total Nord-Soudan	7,480	9,268	11,188	15,293	21,267	28,168	73.1	74.2	75.2	74.4	83.1	84.9	2.86
Sud Soudan	2,752	3,224	3,684	5,271	4,321	5,000	26.9	25.8	24.8	25.6	16.9	15.1	1.28
<b>Total Soudan</b>	<b>10,232</b>	<b>12,492</b>	<b>14,872</b>	<b>20,564</b>	<b>25,588</b>	<b>33,168</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>100.0</b>	<b>2.53</b>

Nord = Northern et Nile (cf. carte 1) ; Centre-Entre-deux-Nils = Gezira, White Nile, Blue Nile et Sennar; Est = Gedaref, Kassala et Red Sea; Darfour = les trois Darfour; Kordofan = les trois Darfour (réduits à deux en 2007) ; Sud Soudan = les dix régions du Sud.

Source : recensement de la population et énumération pour 2002 ; en italique, estimation : E. Denis.

## La question des déplacés

- 29 Au Darfour, après avoir été relativement bien accueilli par une partie des forces rebelles qui y voyaient un moyen de confirmer leur poids démographique, le recensement a été rejeté avec véhémence<sup>5</sup>. Malgré des accords préalables ayant permis la préparation géographique, les forces rebelles ont finalement interdit l'accès des régions qu'elles contrôlent aux agents recenseurs. Le 2 mai, un groupe rebelle a même annoncé l'arrestation de 13 membres du personnel du recensement qui devraient être jugés pour espionnage et risqueraient la peine de mort – ils ont été finalement relâchés après la période d'énumération.
- 30 L'accès aux camps où vit une part importante des 2 millions de personnes déplacées du Darfour (source ONU) leur est aussi refusé. Les entrées ont été bloquées par les leaders locaux soutenus par les chefs des mouvements rebelles, dont Abdelwahid al-Nour, réfugié en France. Les autorités se sont alors proposées d'utiliser les listes des agences onusiennes et des ONGs comme proxy pour estimer le poids de ces populations avec toutes les incertitudes que cela ne peut qu'introduire, sans compter l'atteinte à l'autonomie d'action des organisations non gouvernementales qu'une telle approche engage. Les ONGs ont d'ailleurs immédiatement cessé toutes leurs activités de suivi et d'évaluation démographique des populations des camps. Autant dire que le recensement a d'ors et déjà perdu toute crédibilité au Darfour même si, dans son bilan, après la clôture des opérations d'énumération le 6 mai, le directeur du Bureau Centrale de la Statistique a estimé à plus de 90 % le taux de couverture au Darfour.

- 31 Dans le détail, l'exploitation des résultats d'un Darfour avec plus de 2 millions de déplacés et 250 000 réfugiés au Tchad pourraient servir à valider des déplacements forcés de population, voire leur substitution par d'autres populations, y compris des arabes tchadiens arrivés en nombre depuis 2 ans. En l'absence de document écrit attestant de l'antériorité de l'installation, d'état-civil ou de cadastre, le recensement peut très bien devenir une arme au service d'une colonisation interne déjà bien amorcée. L'intérêt de banques arabes aux capitaux surabondants pour des investissements agricoles au Soudan amplifient encore ce risque d'appropriation et de transfert irrémédiable de la propriété traditionnelle, d'usage, à une propriété privée exclusive, bornée et titrée.
- 32 Comme les Sudistes, les rebelles du Darfour exigent le retour des populations déplacées ainsi que des réfugiés dans leur village d'origine avant toute opération de recensement.
- 33 Dans le cas du Sud, les efforts pour des déplacés ont connu une certaine accélération fin 2007 et début 2008 avec l'appui des agences de l'ONU compétentes dans la perspective du recensement. Seulement les volontaires pour le retour ne sont pas si nombreux. Ils savent qu'ils seront immédiatement confrontés à un très lourd système de taxation; sans compter qu'ils devront faire face à un accès au sol devenu très conflictuel après 20 ans d'absence et le déplacement en tous sens des communautés avec la guerre; pour ne pas parler de la difficulté pour de jeunes néo-citadins nés aux portes de Khartoum de se lancer dans la vie pastorale au Sud et, déjà, d'acquérir un cheptel. De nombreuses communautés de *retournees* installées en situation précaire sur les routes du retour ont d'ailleurs refusé d'être recensées, expliquant qu'elles n'avaient pas trouvé les moyens de rejoindre leur territoire d'origine, la terre sacrée de leurs ancêtres et surtout, dans la plupart des cas, qu'elles ne pouvaient pas la rejoindre parce qu'elle est occupée par d'autres<sup>6</sup>. Ils ne souhaitent pas venir renforcer le poids démographique des communautés qui les accueillent.
- 34 La pression fiscale au Sud, très forte, coercitive et présentée comme un effort de guerre et désormais de reconstruction, s'est même révélée une des limites majeures de l'exercice censitaire. Elle est devenue l'argument favori, pour refuser de participer au recensement, d'habitants qui ne voient guère poindre une quelconque redistribution en leur faveur, une amélioration des services de base ou de la sécurité, ni même une amélioration de la sécurité alimentaire. Ces derniers y voient davantage un appui à une collecte de l'impôt encore plus performante et un moyen d'organiser la mobilisation militaire.

Photographie 3 - Une route majeure entre Wau et Rumbek



Source : E. Denis, 2005.

- 35 La diaspora réfugiée dans les pays frontaliers, n'est pas mieux acceptée que les déplacés. Les diplômés d'Ouganda ou d'ailleurs se voient refuser l'accès à l'emploi par les anciens combattants qui trustent les postes de responsabilité et ne souhaitent pas partager la manne de la reconstruction, des guichets des ONGs et des agences onusiennes ou se voir reléguer par plus compétents. Il est clair aussi que dans les premiers mois de 2008, les forces régulières gouvernementales du Nord mais surtout des milices pro-gouvernementales Misseriya ont fait obstacle au retour des déplacés, bloquant des routes et maintenant un climat d'insécurité le long des axes de retour, notamment au Sud Kordofan et dans les États pétroliers de Unity et de l'Upper Nile.
- 36 De même à la frontière avec l'Ouganda, dans la région de Kaju-Kaji des réfugiés qui avaient été invités à rejoindre leur district d'origine en bénéficiant, parfois, d'un appui de l'UNHCR n'ont pu rester jusqu'au moment du recensement en raison de l'insécurité croissante due aux exactions meurtrières de bandes armées composées d'Acholis marginalisés aussi bien en Ouganda qu'au Sud Soudan et plus ou moins affiliés à la Lord Revolution Army.
- 37 Ainsi, la réaction des déplacés est venue déjouer tous les plans du gouvernement du Sud Soudan, des agences onusiennes et des ONGs qui travaillent aux rapatriements depuis 2005.
- 38 L'enjeu porte de toute façon que sur quelques dizaines de milliers de retours potentiels. En 2005, l'UNHCR estimait à 500 000 les Sudistes susceptibles de rejoindre leur pays depuis les pays riverains. Les retours organisés de réfugiés se sont élevés à quelques 15 700 personnes par mois de janvier à fin mars 2008 dont 10 000 depuis l'Ouganda et 2 500 du Kenya. L'UNHCR avance le chiffre de 100 000 retours assistés auxquels

s'ajouteraient 150 000 retours « spontanés » depuis 2005. Le South Sudan Relief and Rehabilitation estime globalement que le rythme des retours des déplacés depuis le Nord Soudan est passé de 600 par semaine en moyenne pour la période de 2006 à 2007 à environ 3 000 depuis le début 2008. Reste que cela ne fait guère plus de 60 à 70 000 retours. L'estimation de 68 000 départs de Sudistes depuis Khartoum est aussi avancée dans les chancelleries, les agences humanitaires et les agences onusiennes, sans qu'il soit aisé d'en avoir une estimation claire. Surtout, les départs observés sont tous prudents, calculés et souvent temporaires. Ils sont de l'ordre de l'exploration avec l'envoi d'un fils ou d'un mari, plutôt que du départ définitif de toute la famille au risque de perdre la très modeste sécurité et l'accès aux ressources obtenus au Nord. Beaucoup de familles continuent de maximiser le double ancrage développé avec le déracinement dû à la guerre, en s'inscrivant dans une logique de couloir permanent de migration – l'incertitude du processus de paix, les conflits locaux et les très faibles progrès matériels observés au Sud invitent au développement de telles stratégies de survie.

- 39 Au total, les retours de l'étranger et du Nord s'élèveraient donc à un maximum de 350 000 personnes. Toutefois, l'arrivée dans des localités exsangues de la moitié des *returnees* potentiels et d'un nombre considérable de déplacés accentue la pression sur les rares ressources disponibles, notamment humanitaires, attisant les conflits locaux. Dans le même temps, ce tiers de million d'habitants susceptibles d'être recensés au Sud n'est pas de nature à renforcer de façon notable le poids du Sud. La surenchère orchestrée par des membres du MPLS pour refuser le recensement tant que les réfugiés et déplacés qu'ils estiment allègrement à 4 millions ne seront pas rentrés est ainsi une manière de dénier par avance les résultats à venir, en s'appuyant sur des données invérifiables et finalement peu raisonnables tout en éludant, à la fois, les questionnements relatifs à la volonté de retour de cette diaspora et à la capacité du Sud à les accueillir de façon durable<sup>7</sup>. Les premiers bilans du passage du recensement au Sud indiquent que les agents recenseurs ont été souvent confrontés à la mobilité retour des populations déplacées dans le Sud par la guerre. Les écarts sont souvent importants par rapport à la préparation géographique conduite un an auparavant.

## Frontières, sécurité et accessibilité

- 40 Le tracé de la frontière entre le Nord et le Sud qui court sur quelques 2 000 kilomètres est aussi une limite politique majeure pour la conduite et la validation du recensement. Aucune carte géographique à jour, aucun rapport définitif ne sont venus consolider l'accord de principe de 2005. Selon les accords de paix, la frontière doit reprendre le tracé laissé par les Anglais en 1956 et donc s'appuyer sur des cartes du Survey anglo-soudanais<sup>8</sup>, mais la commission ad hoc n'arrive pas à s'accorder sur la validité des cartes réunies jusqu'à présent. Elle ne serait arrivée à un document définitif que pour 10 kilomètres de frontière! Les discussions sont d'autant plus âpres que les zones d'extraction pétrolière actives exploitées par des consortiums chino-soudanais et malaysiens se trouvent de part et d'autre de cette frontière, plutôt sur le versant sud. La tension est évidemment avivée dans les deux zones de transition spéciales des monts Nouba et d'Abyei<sup>9</sup>. Ces territoires doivent être recensés de façon conjointe par les services du Bureau Central de la Statistique de Khartoum et du South Sudan Commission for Census, Statistics and Evaluation. Mais, l'insécurité, les attaques croissantes des milices Misseriya dans la région d'Abyei, suivies d'appels au boycott et la difficulté, ici comme ailleurs, à réunir

suffisamment de cadres sudistes compétents compromettent très largement cette opération. Après la clôture des opérations d'énumération le 6 mai, les Sudistes ont estimé que des agents recenseurs du Nord avaient recensé de nombreux villages situés bien au Sud du Sud Kordofan.

- 41 Au Sud Soudan en général, le découpage administratif local dans lequel doit être capturé et restitué les données censitaires n'est guère assuré. Les délimitations font l'objet de multiples conflits parfois meurtriers. Ils recouvrent le plus souvent des conflits ethniques et la volonté que les unités administratives correspondent à des secteurs ethniques homogènes au risque de l'évincement et du départ forcé d'une communauté minoritaire ou de nettoyages ethniques (cf. Lavergne, 2007 ; Rosière, 2006). A l'échelle des communautés locales, la confusion entre les villages, ce regroupement géographique de base parfois quasi invisible, indéchiffrable, et les clans, espace symbolique de l'autorité et de l'appartenance anthropologique, le tout déstructuré par la guerre, conduit à des situations assez inextricables où la simple question de nommer un lieu peut être à l'origine d'une mobilisation armée des uns ou des autres. Dans la région de Lakes, un responsable de payam, le niveau cantonal au Sud, a saisi les cartes des agents recenseurs et bloqué le passage du recensement jusqu'à l'intervention du gouverneur parce qu'il pensait que les délimitations qu'il contestait seraient à la base des circonscriptions électorales de 2009 et 2011 – ce qui n'était pas forcément faux. Les cartes dressées durant le recensement vont belles et bien servir de base pour borner précisément des unités locales dont les limites sont jusqu'alors comprises comme des confins flous, le plus souvent inhabités, entre deux communautés. La fixation précise de limites jusqu'à présent de l'ordre des savoirs locaux, maintenues et négociées entre anciens, est une révolution qui peut aisément dégénérer en conflits majeurs. Parfois, dans des secteurs pluri-ethniques, le simple choix d'un nom de localité dans une langue plutôt que dans une autre peut déclencher des polémiques rapidement incontrôlables.

Photographie 4 - La famille d'un headman, responsable de boma, county de Tonic, Etat de Lakes



Source : J. Dupuy, 2005

- 42 Même la délimitation précise des 78 districts, l'échelon en dessous des dix régions fédérales du Sud, n'est pas garantie et il n'y a pas une semaine sans qu'un conflit éclate autour de la tentative de création d'un nouveau district. L'objectif de préparation des élections locales assigné au recensement attise encore ces questions de délimitation. A ce niveau aussi, des voix se sont élevées pour réclamer une mention de l'appartenance ethnique qui permette à chacun de se compter localement afin de renforcer la légitimité et l'hégémonie de ses représentants par le nombre. Dans la région de Lakes, sur les marges Sud de la domination Dinka agitées d'incessantes violences inter-tribales associées à des vols de bétails y compris entre clans dinka, le gouverneur, pourtant au fait de la préparation du recensement qui a été conduite à quelque centaine de mètres de ses bureaux, a affirmé sa volonté sans suite d'appeler au boycott du recensement. Ce climat, durant la période de passage du recensement s'est traduit par des destructions de matériel, de caisses de questionnaires, et par des agents censitaires malmenés.
- 43 La démocratie électorale conçue comme une étape sur la voie de la modernisation politique est sans doute une avancée prématurée dans un État du Sud dominé par les logiques ethniques et une ethnocratie inégalitaire que la guerre et le processus de paix ont encore renforcé. Sans compter qu'il n'existe au Sud qu'un seul parti structuré, celui au pouvoir, le MPLS – un parti dominé par les clans Dinka et qui a du mal à se muer en parti civil alors que les officiers militaires y tiennent encore tous les postes clés. En ce sens, le recensement et les passions qu'il déclenche sur le terrain pourraient autant être le révélateur d'une transition vers l'institution d'un gouvernement moderne et démocratique que l'un des facteurs déclenchant d'une nouvelle guerre civile au Sud et, finalement, entre Nord et Sud. En tous cas, il n'est pas sans aviver les tensions inter-ethniques servant de révélateur d'enjeux critiques liés à la modernisation et l'émergence

de l'État. Le tracé des frontières, la remise en cause des rapports au sol sont au cœur de ces bouleversements, alors que domine encore une culture pastorale dans laquelle la valeur est davantage associée aux troupeaux de bétail transhumants que fixée dans le sol et par conséquent régie par des limites sans cesse négociées, floues simplement bornées par des hauts lieux sacrés interdits d'installation.

- 44 Au Darfour, l'organisation des découpages administratifs et politiques comme les élections locales ont été de sérieux facteurs de cristallisation de la fracture entre clans arabes et ethnies d'origine africaine, dont les Fours. Les néo-pasteurs arabes perdant pied dans de nombreuses élections locales, faute d'une base démographique suffisante, ont trouvé dans les déplacements forcés de population et les razzias depuis la guerre en 2003 une solution extrême. Ils ont fait suite à des tentatives de re-découpage soutenues par le gouvernement dans la cadre de la mise en place du fédéralisme à partir de 1993 (cf. Denis, 2005).
- 45 Le recensement viendra enregistrer ces nouvelles configurations. L'ethnocratie pro-arabe installée à Khartoum est le prototype d'un régime qui sait de longue date jouer de la « fractionnalisation », redistribuant aux uns, élevant tel ou tel contre un autre, pour renforcer son hégémonie, pas seulement à l'Ouest au Darfour, mais aussi au Sud où il tente de transformer les milices qu'il soutenait et armait en parti politique en mesure de s'opposer à la domination du MPLS, attisant notamment la fracture entre Nuer et Dinka. La faible légitimité des gouvernements, sensible au Sud et commune au Nord, limite le niveau d'acceptation du recensement et donc le taux de réponse et la qualité même de ces réponses - Sans compter des limites culturelles comme le refus des chefs de famille dans de nombreuses ethnies, en particulier au Sud, de déclarer clairement le nombre d'enfants et encore moins de les montrer et de donner leur nom et leur âge.
- 46 Les mouvements rebelles périphériques associés à des demandes de redistribution et de reconnaissance identitaire sont le prix à payer de ce mode de gouvernement « ethnocratique » et fractionnel. Ils existaient avant même l'indépendance du Soudan, comme le souligne le travail lumineux de David Roden (1974). Le recensement se tient à un moment où les fronts se multiplient alors que les résolutions partielles de conflit, les accords avec telle ou telle faction, ne parviennent même pas à éradiquer les explosions de violence localisées liées à l'accès aux ressources locales et encore moins les recours aux armes visant à ouvrir le champ politique. Les violences au Sud, notamment dans la région de Bor, Pibor, d'Abyei et de Bentiu, mais aussi de Rumbek ont fait plus d'une centaine de morts depuis le début du recensement.
- 47 Au Darfour, les bombardements, les attaques et contre-attaques, l'insécurité en général n'a de même pas fléchi.
- 48 Vers la Mer Rouge, l'accord de paix d'octobre 2006 avec le Front de l'Est consolidé autour des Béjas semble tenir, mais le sentiment de relégation est toujours bien présent chez les populations, en particulier les pasteurs et les petits micro-exploitants agricoles. L'absence tangible d'une quelconque amélioration des conditions de vie malgré les engagements du gouvernement de Khartoum ne favorise pas le passage du recensement.
- 49 Par ailleurs, les Nubiens de l'extrême nord du pays, entre Wadi Alfa à la frontière égyptienne et Dongola, affichent de plus en plus ouvertement leur opposition radicale au régime et affirment leur différence culturelle, d'aucuns envisagent même le recours à la lutte armée.



- 50 Dans la vallée, au nord toujours, à 350 kilomètres de Khartoum, les populations concernées par les déplacements dus à la mise en eau du réservoir du barrage hydroélectrique de Merowe ou d'Hamdab<sup>10</sup>, 50 000 environ, après des heurts violents ont clairement indiqué qu'ils refuseraient le passage du recensement. La fronde a été amplifiée par les injustices criantes en matière de compensation, de redistribution des terres et d'indemnités entre les tribus arabes. Elles ont été très défavorables aux natifs Manasir, Amri et Hamadad et comprises comme une appropriation foncière au profit des Shaiqiyas, une tribu de l'amont du barrage - celle du président et général Omar el-Beshir dont sont aussi issues les grandes familles aux affaires depuis l'indépendance. Manasir et Amri ont d'ors et déjà bloqué la préparation géographique du recensement. Les populations affectées par le barrage de Kabjar en chantier plus au nord, ont aussi manifesté rencontrant un front répressif prêt à tout afin que l'onde des protestations ne s'étende pas (4 manifestants tués en juin 2007)<sup>11</sup>.
- 51 Parmi les griefs reprochés au présent recensement, il y a la question de la période qui revient très souvent : Le début de la saison des pluies, très précoce en 2008, rend en effet extrêmement difficile l'accès aux zones inondables du Sud et la circulation en général. Les pistes deviennent impraticables et le nombre des communautés qui se retrouvent dans des districts quasi-insulaires, isolées, se multiplient, comme Palog au Nord de Lakes. Les superviseurs du recensement se sont plaints notamment du manque d'embarcations qui auraient pu permettre d'améliorer le niveau de couverture au Sud.
- 52 La région de Wau a subi de très fortes pluies qui ont retardé le passage du recensement et endommagées de nombreux questionnaires remplis. De même à Malakal. Les agents recenseurs se déplacent le plus souvent à pied, parfois en vélo, après avoir été déposés par des véhicules<sup>12</sup> - un Land Cruiser pour un à deux districts. Ils ont souvent plus d'une dizaine de kilomètres à couvrir chaque jour. Certains agents, en raison des défaillances d'une préparation géographique trop courte, se sont retrouvés avec un nombre de familles supérieure à 400 et d'autres n'ont pas réussi à retrouver toutes les communautés indiquées sur les cartes produites entre 2006 et 2007<sup>13</sup>.
- 53 Le manque de véhicules, après les questions d'inondation, de sécurité, d'attaques et de mines, a fait partie des problèmes logistiques majeurs, non totalement résolus au moment du lancement du recensement, malgré l'appui logistique des forces onusiennes, des ONG's et la réquisition de tous les véhicules disponibles - voitures, camions, avions, hélicoptères et bateaux.
- 54 Toutefois, la saison des pluies et aussi celle où les communautés pastorales sont les plus regroupées, stabilisées autour des lieux de peuplement permanent. Durant la saison sèche, les jeunes de ces sociétés à classe d'âge accompagnent la transhumance des troupeaux de vaches profitant du renouvellement de la végétation. Un comptage exhaustif devient dès lors très complexe à mettre en œuvre.

## Conclusion

- 55 Les premiers bilans officiels du niveau de couverture font état d'un recensement dans les normes avec quelques 5 % d'omissions à l'exception de l'Ouest Darfour couvert qu'à 85 % et du Nord et du Sud Darfour à 90 %, sans compter les camps. Or les camps c'est de l'ordre de 2 millions de personnes, pas moins d'un quart des habitants du Darfour ! La consigne nationale relayée par les organisations internationales qui ont soutenu l'entreprise

censitaire est donc de valider ce recensement pour obtenir un accord sur la distribution du peuplement. Un observateur de la commission internationale d'observation du recensement nous expliquaient récemment qu'il s'agissait d'un bon recensement: « it went off very well except in a few pockets ».

- 56 Toutefois, 5 à 6 districts de Khartoum n'auraient pas été recensés, malgré la prolongation des opérations durant trois jours après la date du 6 mai. La violente attaque du 10 mai sur les quartiers ouest de la capitale par une colonne rebelle du Sudan Liberation Mouvement depuis le Darfour n'aurait pas permis d'achever les opérations. Au Sud, les autorités avancent une couverture variant entre 80 et 90 % et jamais complète à l'échelle des 78 districts. Dans la région de Jonglei, les agents recenseurs ont longtemps refusé de restituer leurs questionnaires tant qu'ils n'avaient pas été payés, ajoutant à la confusion du rapatriement de la masse des formulaires remplis avec une logistique défailante et la pluie. Nul doute, nous avons là la base argumentaire suffisante pour un front de contestations des résultats à venir.
- 57 Pour beaucoup d'acteurs de la scène politique soudanaise, le flou et l'absence d'information sont la garantie de la perpétuation de rentes. Les sources du Nil devront-elles rester des territoires inconnus comme bon nombre de régions pétrolières, riches en matières premières, de part le monde ?
- 58 De même, au Nigeria où ethnocratie et pétrole se combinent aussi, les résultats tardent à poindre et les tableaux détaillés du recensement de 2006 ne seront sans doute jamais publiés. Au Cameroun aucune donnée du recensement de 2005 n'est accessible. Que dire du Tchad voisin dont le dernier recensement date de 1993 et où la préparation du suivant ne dispose pas d'un budget crédible.
- 59 Au delà du cas soudanais, il est fondamental de comprendre qu'il existe toujours une partie du monde inconnu. Le monde n'est pas fini, qualifié et mesuré, des territoires entiers restent non balisés sans identification précise et stable des localités et communautés qui le composent. Plus grave peut être, nous vivons sans doute dans un rapport au monde basé sur des comptages erronés, voire volontairement falsifiés au prix de multiples ajustements.
- 60 Lorsque nous sommes arrivés à Rumbek, une société spécialisée avait presque réussi à vendre une cartographie censitaire basée entièrement sur de l'imagerie satellitale. Elle se proposait de produire les cartes des unités d'énumération depuis l'Afrique du Sud avec un minimum d'activités de terrain. Face à l'attrait de la modernité technologique et des revenus que forcément une telle approche pouvait générer, il faudra plusieurs mois pour revenir à la mise en œuvre d'une couverture à pied, kilomètre par kilomètre d'un Sud inconnu, sans cartes et sans noms clairement établis. Les satellites ne génèrent pas de toponymes, ni ne reconnaissent les limites entre les groupes locaux. Ils n'expliquent pas, non plus, aux communautés locales les objectifs d'un recensement ni que des gens dûment habilités vont venir les interroger un à un. Ils évaluent encore moins les conditions de sécurité.
- 61 C'est ce que James Morton (1994), fort d'une longue expérience au Darfour, appelle le « *remote bias* »; ce rêve du suivi à distance, pratique dans un contexte de boycott – celui là même qui n'a permis de comprendre l'ampleur de la tragédie au Darfour qu'un an après le déclenchement des hostilités, début 2004, alors qu'il y avait déjà eu, sans doute, plus de 200 000 morts et 1 million de déplacés.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- K. M. Barbour, 1961, « Maps of Africa before Surveys: the Location of Omodias Map of Sudan », *Geographical Review*, vol. 51/1, p. 71-89
- K. M. Barbour, 1962, « Population Mapping in Sudan », in *Essays on African Population* (K. M. Barbour & R. M. Prothero éd.), Praeger, pp. 99-114.
- L. Cambrézy, 2006, « Territoire et dimension géopolitique de l'accueil des réfugiés - Les colonies agricoles des exilés du Soudan en Ouganda », *Natures Sciences Sociétés*, vol. 14, n° 4, p. 365-374
- L. Deng Biong, 2008, « Are non-poor households always less vulnerable? The case of households exposed to protracted civil war in Southern Sudan », *Disasters*
- E. Denis, 2005, « Démographie ethnique, modernisation et violence au Darfour », *Les Annales d'Ethiopie*, vol. XXI
- A. Franck et I. Deret, 2008, « Darfour : triste anniversaire », *EchoGéo*, Sur le vif 2008, 2008, [En ligne], mis en ligne le 10 avril 2008. URL : <http://echogeo.revues.org//index3543.html>. Consulté le 13 juin 2008.
- N. Grandin, 1982, *Le Soudan nilotique et l'administration britannique (1898-1956)*, Leiden: Brill
- S. E. Hutchinson, 1996, *Nuer Dilemmas. Coping with Money, War, and the State*, University of California Press
- F. Ireton, 1994, « Quarante ans de démographie soudanaise (1956-1993) ; essai de critique et de mise en cohérence des données », *Le Caire: Egypte/Monde Arabe*, n° 17, p. 15-37.
- D. J. Johnson, 2003, *The Root Causes of Sudan's Civil Wars*, James Currey and Indiana University Press, 234 p.
- M. Lavergne, 2007, « Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ? », *L'Information Géographique*, vol. 71, p. 47-60.
- M. Lavergne, 2005, « Darfour : l'analyse géographique d'une guerre civile en milieu sahélien », *Afrique Contemporaine*, n° 214, 2<sup>e</sup> trim., p. 129-163.
- J. Morton, 1994, *The Poverty of Nations: The Aid Dilemma at the Heart of Africa*, London and New York: British Academic Press
- J. Richard, M. el-Awad, G. el-Din, A. Farah, S.H. Preston, 1982, *Demographic Transition in Metropolitan Sudan*, Australian National University, Department of Demography, Changing African Family Project Series Monograph no. 9, 197 p.
- D. Roden, 1974, « Regional Inequality and Rebellion in the Sudan », *Geographical Review*, vol. 64/4, p. 498-516.
- S. Rosière, 2006, *Le nettoyage ethnique, terreur et peuplement*, Paris, Ellipses (collection Carrefours), 293 p.
- D. Tabutin, B. Choumaker, 2004, « La démographie de l'Afrique au sud du Sahara des années 1950 aux années 2000. Synthèse des changements et bilan statistique », INED, *Population*, 59 (3-4), p. 521-622.

## NOTES

1. La production à jour sur le Sud est essentiellement politologique. Elle a souvent été produite dans l'ombre de l'activité humanitaire (cf. <<http://www.sudanarchive.net/>>). Durant la période anglaise, en revanche, le Sud Soudan fut le terrain qui vit naître l'anthropologie moderne notamment avec Edward Evan-Pritchard, qui s'imposa à Oxford après ces travaux sur les Nuers, société acéphale, et sur les Zandes. Pour une « mise à jour » de son travail, il faut lire l'admirable ouvrage de Sharon E. Hutchinson (1996).
2. Il a été envisagé d'utiliser comme base de référence pour la préparation du recensement au Sud, les fonds digitaux développés par le Centre pour le Développement et l'Environnement du département de géographie de l'université de Berne avec l'appui du ministère suisse des affaires étrangères, mais ces cartes basées sur des données satellitaires utilisent des toponymes très anciens et incorrects, datant de la période anglaise, n'ont fait l'objet d'aucune vérification terrain et, surtout, elles sont à des échelles de généralité inadaptées, au 1/500 000<sup>e</sup> et 1/250 000<sup>e</sup>, et donc impossible à associer à des travaux de terrain et des relevés GPS : [http://www.cde.unibe.ch/Tools/GIS\\_Sudan\\_Ts.asp](http://www.cde.unibe.ch/Tools/GIS_Sudan_Ts.asp)
3. La question du nombre d'habitants au Sud a été au cœur de très vives discussions à la fin de l'année 2007 lorsqu'il s'est agi d'imprimer les questionnaires : alors que le FNUAP envisageait d'imprimer de quoi recenser 11 millions de personnes au Sud avec des questionnaires en anglais, le Bureau Central de la Statistique estimait que la moitié suffisait largement arguant, en outre, qu'une partie des communautés a davantage l'arabe comme langue d'échange que l'anglais. Un des challenges majeurs du recensement au Sud est la communication des questions dans les langues et dialectes locaux. Cela exige un travail spécifique de formation des agents recenseurs qui doivent être choisis dans chaque communauté.
4. L'organisation du dernier recensement du Nigeria, celui de 2006, a fait le même choix, pas de question sur les ethnies ou la religion, mais pour autant les résultats ne sont toujours pas publiés et l'inflation des comptages et redressements n'a de cesse entre ethnies clivées là encore selon un rapport Nord – Sud. En fait au Nigeria, la question ethnique a disparu très tôt après la guerre du Biafra. Elle n'apparaît plus depuis le recensement de 1963, mais les données régionales et surtout à l'échelle des Local Government Area (774 en 2006), un découpage conçu souvent autour de chefferies et de royaumes, sont toujours mobilisées comme variables pour affirmer la puissance de telle ou telle groupe ethnique face aux autres.
5. Le directeur du recensement au Nord et lui-même originaire du Darfour et Zaghawa.
6. La terre au Sud est un bien collectif dont la distribution est gérée localement par les chefs de clans, le Darfour connaît (connaissait) une organisation comparable. La terre ne peut y être vendue en pleine propriété et ce fut un des points d'achoppement dans les négociations de paix avec le Nord. Toutefois, le développement urbain, non sans conflit inter-ethniques, a d'ors et déjà imposé des formes de propriété individuelle du sol et des concessions exclusives qui s'inscrivent dans le droit foncier en cours de rédaction.
7. Dans la région de Gambella, en Éthiopie, un mois avant le recensement, l'UNHCR a fermé trois camps, détruits les équipements et organisé le rapatriement d'environ 5 000 réfugiés dans l'État du Nil Bleu mais, déjà, nombre d'entre-eux sont revenus – rentrés là où beaucoup étaient nés, issus de familles réfugiées en Éthiopie depuis la fin des années 1980 ou le début 1990 (observations J. Dupuy mai 2008).
8. Cette frontière renvoie elle-même à la série des fameuses « closed districts ordinances » des années 1920 qui ont instauré une coupure radicale entre le Nord et le Sud (Grandin, 1982).
9. Depuis le 18<sup>e</sup> siècle, Misserya et Ngok Dinka partages les ressources locales et les aires de pacages selon des règles clairement codifiées. Seulement, en 1905, durant la période du

condominium anglo-égyptien, les cadres coloniaux anglais décidèrent de transférer les neuf *Ngok chiefdoms* de la région du Bahr el-Ghazal au Kordofan. Cet événement historique est interprété de façon opposée par les uns et les autres pour signifier qu'Abyei est au Nord ou au Sud, à la lumière des accords de Naivasha qui stipulent que les limites Nord-Sud laissées par l'administration coloniale doivent servir de référence pour délimiter la frontière.

10. D'une capacité de 1250 MW, le barrage de Merowe doit, dès l'an prochain augmenter de 150 % la production électrique du Soudan et des périmètres irrigués y sont associés. Les études du barrage de Merowe implanté à proximité de la quatrième cataracte ont été conduites par un bureau d'étude allemand, sa construction est chinoise et les turbines françaises vendues par l'entreprise Alstom: [www.merowedam.gov.sd/](http://www.merowedam.gov.sd/)

11. Une vidéo de la manifestation du 13 juin 2008 (45 mn.) <http://video.google.com/videoplay?docid=-3249955364069010660&hl=en>

12. Le reportage de la chaîne de télévision qatari al Jezeera explique très clairement les enjeux du recensement ; il donne la parole à l'ensemble des protagonistes et permet aussi de se rendre compte des conditions de passage du recensement sur le terrain, notamment au Sud :

<http://br.youtube.com/watch?v=fodhrX7OANo>

et <http://br.youtube.com/watch?v=bNe3XQ0VIBE>

13. La préparation du recensement a aussi été compromise le 2 février 2008, à Juba, capitale du Sud Soudan, par un incendie qui s'est déclaré dans les locaux du South Sudan Centre for Census, Statistics and Evaluation. Pour la deuxième fois consécutive, des cartes inédites et des listes de villages issues d'une difficile collecte de terrain conduite dans le cadre de la préparation géographique du recensement y ont été réduites en cendre – court-circuit accidentel, à chaque fois. Le 15 novembre 2007, déjà, des bureaux avaient été détruits par le feu.

## RÉSUMÉS

Les opérations de comptage du 5<sup>e</sup> recensement de la population du Soudan viennent de s'achever. Elles se devaient aller à la rencontre des quelques 38 millions d'habitants du plus étendu des pays d'Afrique avec un questionnaire unique. Elles étaient conduites par deux institutions statistiques, l'une au Nord et l'autre au Sud. Le principe du recensement a été scellé dans les accords de paix qui ont mis fin à la guerre civile entre le Sud et le Nord Soudan en 2005. Les résultats sont extrêmement attendus puisqu'ils doivent servir de base pour déterminer le partage des revenus pétroliers, préparer les élections législatives de 2009 et le référendum d'auto-détermination du Sud en 2011. Autant d'enjeux, les multiples conflits identitaires et pour l'accès, le contrôle et la redistribution des ressources à toutes les échelles et sur toutes les marges du Soudan font du recensement un catalyseur et finalement un révélateur des limites tragiques de la gouvernance ethnocratique.

The Fifth population census enumeration operations have just been achieved. They have to meet the 38 millions inhabitants of the largest countries of Africa with a unique questionnaire shared by two statistical institutions, one in the North and a second for the South. The census is a milestone of the peace agreement of 2005 that put an end to the civil war between the Nord and the South. The census results are extremely waited as they will determine the petrol dividend sharing, the parlement election of 2009 and the independence referendum of 2011. So much stakes, identity and ressources access, control and redistribution conflicts at all scales and in

every sudanese margin are pushing the census to catalyse and finally reveal the tragical limits of an ethnocratic governance.

## INDEX

**Keywords :** Census, Darfur, Ethnicity, Mapping, Peace agreement, Regional conflict, Southern Sudan, Sudan

**Mots-clés :** accord de paix, cartographie, conflit régional, Darfour, ethnicité, recensement, Soudan, Sud-Soudan

## AUTEURS

### ERIC DENIS

Eric Denis est chargé de recherche CNRS au SEDET (UMR CNRS-Paris 7). Il a récemment publié :

- Eric Denis éd., 2007, Villes et urbanisation des provinces égyptiennes, Karthala, 440 p.

[http://books.google.com/books/p/karthala?hl=fr&id=n1bXSsGA\\_owC&q=#search](http://books.google.com/books/p/karthala?hl=fr&id=n1bXSsGA_owC&q=#search)

- "Inégalités et rébellions au Soudan", Outre-Terre, Revue française de géopolitique, n°20 (Pourquoi on meurt au Darfour?) - à paraître

- "Demographic Surprises Foreshadow Change in Neoliberal Egypt", Middle East Report & Information Project, Washington, n°246, p. 32-37 <http://www.merip.org/mer/mer246/mer246.html>

### JULIEN DUPUY

Julien Dupuy, consultant, FAO, Addis Abeba et doctorant à l'Université de Bordeaux 2. Il a notamment publié

- « Le « modèle géographique éthiopien » à l'épreuve du temps », Cahiers d'outre-mer, 235, Afrique de l'Est : montagnes, 2006, [En ligne], mis en ligne le 1 juillet 2009. URL : <http://com.revues.org/document118.html>. Consulté le 26 juin 2008.

"La polygamie en tant que mode de gestion de l'espace dans les hautes terres du massif du Balé", Annales d'Éthiopie, Volume XVIII, 2004